



Compte Rendu de notre rencontre du 7 mars avec le Président Laurent Wauquiez

L'ensemble des organisations syndicales a rencontré le Président Wauquiez le 7 mars dernier. Egal à sa réputation de communicant, dans l'heure et demi qu'il nous a consacré, il a tenu à affirmer son attachement au dialogue social et au respect qu'il accorde aux représentants du personnel.

L'une des grandes annonces concerne la date des élections professionnelles qu'il programme pour novembre 2016.

M. WAUQUIEZ ne reconnaissant pas la légitimité des organisations syndicales existantes et issues de la fusion des deux Régions, il dit vouloir attendre les prochaines élections pour entamer les négociations sur les sujets qu'il qualifie de « chantier RH » (régime indemnitaire, carrière, action sociale, protection sociale, temps de travail...). Pour information **la CGT a fait valoir les dispositions de la loi NOTRé qui n'interdit aucunement les négociations.** Nous avons même proposé d'inclure dans ce travail le syndicat non représenté en CT.

Il concrétise l'une de nos premières craintes. Par anticipation, la CGT a dès 2015, et très antérieurement à la fusion effective, revendiqué des élections le plus rapidement possible assez rapidement rejoint par l'UNSA.

Contrairement, à ce que le Président a pu affirmer, **ce n'est pas pour asseoir sa position que la CGT les réclamait pour juin, mais bien parce que nous avons envisagé que le nouvel exécutif, y trouverait un moyen d'instaurer une année blanche pour les personnels.**

C'est donc en se prévalant de la demande de la majorité des autres syndicats que le Président en profite pour jouer la montre. Donc le temps de fixer un calendrier de négociation et d'y travailler, l'année 2017 pourrait connaître le même sort...

Le seul calendrier proposé, l'est pour établir un état des lieux. Ce travail, nous l'avons déjà fait avec l'ancienne administration dans le courant du 2ème semestre 2015.

Pour dire ce que cela nous inspire et être clair, nous disons que l'on nous amuse et qu'on vous abuse, dans l'intervalle.

Si sur les « chantiers RH », Laurent Wauquiez ne reconnaît pas de légitimité à l'ensemble des élus du personnel, comme la loi NOTRé l'y autorise, heureusement, il fera bien appel à nous pour faire acter le nouveau schéma organisationnel au prochain Comité Technique, qui devrait avoir lieu fin avril.

C'est heureux car plus que jamais les agents, notamment les personnels administratifs, ont besoin de réelles perspectives sur leur avenir professionnel.

Laurent WAUQUIEZ a réaffirmé très prudemment ces engagements en matière de non-mobilité géographique forcée pour les personnels de Clermont Ferrand, mais aucune réponse n'a été donnée pour les personnels dits « déconcentrés » des Espaces. Sur ce sujet il nous informe

qu'une étude sera faite et mettra leur existence en lien avec le transfert des missions des Conseils Départementaux.

Sur la réorganisation, la 1ère étape consiste suite à un audit, à fixer les grandes directions et les pôles, dont il n'exclut pas la présence en territoire. Il est prévu une présentation aux organisations syndicale, puis une étude des impacts fonctionnels dans les services.

Le seul point positif concret de cette entrevue, est l'annonce de la validation des CAP de novembre 2015. Même s'il s'offusque du procédé de l'anticipation des avancements 2016, nous nous félicitons de l'avoir réclamé et acté, car au vu du blocage annoncé, cela aurait encore retardé l'avancement de carrière des agents.

Une réunion est planifiée pour mettre à jour le protocole d'exercice du droit syndical. Les droits syndicaux sont importants, ils nous permettent d'aller à votre rencontre sur l'ensemble des sites (lycées, antennes, siège), et de relayer vos demandes. Mais nous aurions espéré que ce ne soit pas le seul domaine dans lequel nous ayons l'annonce d'une négociation immédiate.

Sur la politique d'économie annoncée, après avoir rejeté la faute sur l'ancien exécutif dans les médias, il rejette la faute sur l'actuel gouvernement et la baisse de dotation d'un milliard (oubliant que cette baisse fut initiée par l'ancien Président Sarkozy...). Nous avons aussi pu entendre, que la volonté d'exemplarité des élus avec la baisse de leurs avantages, n'est pas seulement un effet d'annonce. Ce qui n'est pas rassurant, c'est qu'il ajoute « **qu'il demandera bien moins d'effort aux agents que ce qu'il en demande aux élus** ». **Serait-ce donc déjà une façon détournée d'annoncer aux agents, qu'ils auront à se serrer la ceinture.**

Comme vous l'aurez sans doute lu, la CGT tente avec l'UNSA et la FSU d'inverser la tendance par une démarche intersyndicale. Nous espérons rapidement être rejoint par d'autres afin d'établir le rapport de force nécessaire.

Lyon le 9 mars 2016

Jérôme FIORENTINO et Natalie SABATIER